

Around Europe

Conseil quaker pour les affaires européennes

N° 287 novembre 2006

Défis en perspective pour le Kosovo et sa société civile

Administré par les Nations Unies (ONU) depuis 1999, mais étant toujours officiellement une province de la Serbie, le Kosovo est finalement sur le point d'obtenir un statut politique définitif. Cela répondra à une question fondamentale longtemps laissée en suspens concernant l'avenir du Kosovo, mais cela créera également de nouvelles opportunités et défis pour améliorer la sécurité et l'autorité de la loi. L'Union européenne (UE) devrait jouer un rôle fondamental en créant le plus d'opportunités et en relevant les défis.

Placées sous l'égide de l'ONU, les négociations sur le futur statut du Kosovo entre Pristina et Belgrade se sont montrées peu concluantes, la majorité de la population albanaise du Kosovo n'exigeant rien de moins que l'indépendance totale, et le gouvernement serbe n'acceptant d'accorder à la province qu'un haut degré d'autonomie. Les belligérants s'attendent donc à ce que la solution au conflit vienne d'un compromis prudemment rédigé mais néanmoins imposé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le pessimisme et la frustration des Kosovars albanais se sont accentués au fil des années face au rythme lent de la croissance, au chômage élevé et à l'insécurité. Ils ont placé de très grands espoirs dans la résolution sur le statut final du Kosovo, la considérant comme la panacée pour la plupart de leurs problèmes. La frustration risque fort de s'intensifier quand les citoyens réaliseront que ce compromis ne fait qu'altérer la responsabilité de ceux dont c'est le devoir de s'atteler aux problèmes importants et aux besoins urgents du Kosovo, et n'apporte pas de solution immédiate à ces problèmes.

L'UE sera sûrement la première à représenter une quelconque forme de présence internationale une fois que le statut du Kosovo aura été fixé et que la mission d'administration intérimaire des Nations Unies touchera à sa fin. Une politique européenne de sécurité et de défense (PESD) mettant l'accent sur la police, la justice et les services pénitentiaires, ainsi qu'un Bureau civil international comprenant un Représentant spécial de l'UE sont en cours d'élaboration, bien que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord devrait continuer à assurer la sécurité du territoire, en collaboration avec les 7000 hommes du Service de police du Kosovo (SPK).

De toutes les missions que l'UE a déjà eu à organiser, celle-ci est la plus difficile, et les défis s'avèrent nombreux et complexes. Un des défis intéresse tout particulièrement des organisations telles que le Conseil quaker pour les affaires européennes et Saferworld, il s'agit de la future coopération entre la présence internationale menée par l'UE et la société civile kosovare. Cela s'avérera particulièrement important dans le domaine de la sécurité, où un débat public approfondi sur les politiques et les réformes planifiées qui tiennent compte des opinions du peuple, et une société civile compétente capable de se lancer dans des débats et de surveiller le progrès font cruellement défaut. Trop souvent au Kosovo, la société civile est mise à l'écart quand il s'agit de réformes importantes dans le secteur de la sécurité et la future présence

internationale, placée sous leadership de l'UE, devra prendre des mesures pour s'assurer que la société civile participe bien aux débats à venir.

Lors d'une récente conférence tenue à Helsinki portant sur la coopération entre la société civile et la gestion des crises civiles de l'UE, Saferworld insista vivement pour que la future présence de l'UE travaille étroitement et efficacement avec la société civile, et suggéra l'élaboration d'une approche stratégique destinée à améliorer la sécurité quotidienne des Kosovars ordinaires par le biais d'initiatives développées au niveau local. Cela fait quelques années maintenant que Saferworld et son partenaire kosovar, le Forum pour l'Initiative Civique (FIQ), travaillent ensemble sur le contrôle des armes légères et sur les questions relatives aux réformes du secteur de la sécurité au Kosovo. Récemment, le partenariat s'est concentré sur le développement de nouvelles approches de sécurité communautaire au niveau le plus bas. Dans le cadre de cette approche, les ONG kosovares aideront les communautés locales à analyser leurs problèmes de sécurité et à ensuite les planifier et y apporter des réponses.

Le succès de cette approche suggère certaines leçons à d'autres personnes travaillant dans ce domaine. De façon plus significative, cela rappelle que l'UE devrait prendre conscience des bénéfices tirés des projets de développement communautaires à petite échelle censés promouvoir la sécurité au Kosovo. Ces approches sont assez flexibles que pour couvrir tous types de problèmes considérés comme prioritaires par les communautés locales, qu'il soient liés à la réduction de la pauvreté, à la santé publique, ou bien à la sûreté et à la sécurité. Les communautés considèrent souvent que ces problèmes sont étroitement liés, et elles exigent de voir qu'une situation progresse avant de s'attaquer avec confiance à un autre problème. La société civile kosovare peut jouer un rôle significatif dans la mise en place de telles initiatives et en sensibilisant les gens.

Saferworld et FIQ planchent actuellement sur cette question ainsi que sur d'autres (telles que le contrôle des armes légères et le développement renforcé de la capacité de la société civile sur la réforme touchant le secteur de la sécurité) sous l'égide d'un projet intitulé « SafePlace ». En plus de contribuer au développement du secteur de la sécurité et à la sûreté communautaire, ce programme d'activités a l'objectif d'organiser la capacité et l'expertise de la société civile locale sur des questions relatives à la paix, aux conflits et à la sécurité par le biais d'une recherche et d'un plaidoyer communs.

En perspective des défis politiques et de sécurité à venir, il sera crucial de renforcer la capacité des ONG kosovares en générant des débats publics sérieux sur des questions d'importance locale ou nationale et en exerçant leur rôle d'observateur et d'avocat du changement.

Jérôme Mellon
Coordinateur du projet Saferworld,
Europe du sud-est